

VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
<b>JUSTICIABLES</b>			
<b>1- ADAPTATION ET FLEXIBILITÉ</b>			
Soutenir les initiatives régionales mises en place pour satisfaire des besoins particuliers (par exemple, en matière de santé mentale, d'itinérance et de toxicomanie) et appuyer leur développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Lancement d'un <a href="#">programme d'accompagnement</a> à Québec pour les personnes présentant un problème de santé mentale à qui l'on reproche une infraction criminelle mineure (<i>Incursion dans la justice plus accueillante</i>, <i>Le Soleil</i>, 24 février 2020)</li> <li>-Mise en place du <a href="#">Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec</a> (PTTCQ) à Puvirnituaq (<i>Nunavik Wellness Court</i> ou <i>Nitsiq</i>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Conclusion d'un protocole sur les projets d'entente en matière de protection de la jeunesse avec les barreaux de <a href="#">Longueuil</a> et <a href="#">Richelieu</a></li> <li>-Participation à la révision du <a href="#">Guide des meilleures pratiques en matière civile du Barreau du Québec</a></li> <li>-Publication du <a href="#">cadre de référence du programme Trajectoire justice santé mentale de Montréal</a></li> </ul>	Participation au Comité stratégique mis sur pied par le ministère de la Justice et le ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du <a href="#">Programme d'accompagnement justice et santé mentale</a>
Encourager le partage des meilleures pratiques entre les régions	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Meilleures pratiques évoquées par les membres des différents comités consultatifs internes de la Cour et partagées d'une région à l'autre (lorsqu'elles sont exportables) par les collègues</li> <li>-Discussions menées régulièrement lors des réunions des juges en chef et des juges coordonnateurs de chacune des régions</li> </ul>		
<b>2- Gestion, simplification et voies de rechange</b>			
Maximiser le recours aux outils de gestion à la disposition des juges ainsi qu'aux modes de prévention et de règlement des différends par les parties, entre autres, par une sensibilisation soutenue des intervenants quant à ces approches	Séances de formation offertes aux membres du Barreau par trois juges sur la conférence de facilitation suivant la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> dans plusieurs régions du Québec	Mise en place de nouvelles <a href="#">règles de fonctionnement en Outaouais</a> , pour la matière criminelle, menant à une réduction notable des délais	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mise en place de processus de gestion et de conciliation en matière de petites créances à Montréal et Québec</li> <li>-Adoption de <a href="#">directives en matière civile</a> pour simplifier le protocole de gestion de l'instance et modifier la demande d'inscription pour instruction et jugement</li> <li>-Participation au comité créé par le ministère de la Justice afin de trouver des solutions pour réduire les délais en matière de petites créances</li> </ul>



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
Promouvoir les approches judiciaires adaptées aux réalités contemporaines de situations traitées en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> (par exemple : les conflits de séparation)	Séances de formation offertes aux membres du Barreau par trois juges sur les ententes en protection de la jeunesse, dans plusieurs régions du Québec	Présentation à la <a href="#">Commission Laurent</a> du projet d'intervention sociojudiciaire en conflits sévères de séparation par le juge en chef adjoint à la Chambre de la jeunesse	-Déploiement du Programme d'intervention sociojudiciaire en conflits sévères de séparation  -Participation aux travaux du Comité permanent sur l'application de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> créé par le ministère de la Justice  -Collaboration au projet de médiation, notamment lors des séances de formation offertes aux médiateurs dans le cadre du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse déployé à Québec par le ministère de la Justice
Répandre l'application des mesures de gestion d'instance formulées dans la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	Conclusion entre le Barreau de l'Outaouais et la Cour d'un <a href="#">protocole sur la gestion hâtive de l'instance</a> ayant comme principaux objectifs :  *de vérifier la volonté des parties de participer à une conférence de règlement à l'amiable ou de rédiger un projet d'entente *de favoriser une meilleure préparation des dossiers *de permettre des échanges constructifs entre les parties *de cerner avec précision les questions en litige *de mieux estimer la durée de l'instruction		
Implanter de façon permanente la médiation sur place et la médiation obligatoire pour certains dossiers à la Division des petites créances, vu les résultats positifs des projets pilotes			Participation à un groupe de travail mis sur pied par le ministère de la Justice pour atteindre deux objectifs :  *arrimer le projet pilote de médiation du ministère de la Justice avec la médiation sur place *pérenniser la médiation sur place dans les régions où ce service est offert aux justiciables

VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
<b>3- Communications, concertation et éducation</b>			
Élaborer une stratégie de communication pour mieux faire connaître au public, notamment, la place qu'occupe la Cour du Québec dans le système judiciaire et les fonctions de ses juges	<ul style="list-style-type: none"> <li>-5 réunions du Comité consultatif sur les communications de la Cour</li> <li>-Publication (en ligne) d'une <a href="#">brochure</a> pour présenter la composition et les champs de compétence de la Cour du Québec</li> <li>-Travaux en cours pour mettre à jour une section du site Internet de la Cour sur le rôle et les principales fonctions des juges (sous forme de questions / réponses)</li> <li>-<a href="#">Autorisation accordée aux journalistes</a> de procéder à l'enregistrement sonore d'une audience, afin de faciliter la rédaction subséquente d'articles</li> <li>-Participation à la série documentaire <a href="#">Les coulisses du palais</a> diffusée sur Canal D</li> <li>-<a href="#">Entente conclue avec l'Université de Concordia</a> pour l'accueil d'étudiants par des juges</li> <li>-Renouvellement en cours de plusieurs ententes avec les universités du Québec et d'Ottawa</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Publication d'un <a href="#">document sur la formation et les activités de perfectionnement</a> accessibles aux juges, tant sur le plan du droit que des réalités sociales</li> <li>-Mise en ligne d'une <a href="#">section du site Internet de la Cour</a> sur le rôle et les responsabilités du juge</li> <li>-Promotion d'une <a href="#">vidéo éducative</a> de l'Association du Barreau canadien sur l'indépendance judiciaire</li> <li>-Participation à la deuxième saison de la série documentaire <a href="#">Les coulisses du palais</a> diffusée sur Canal D</li> <li>-Participation de la juge en chef à l'émission « <a href="#">Grand angle DPJ</a> » animée par M<sup>me</sup> Anne-Marie Dussault afin de présenter le rôle du juge à la Chambre de la jeunesse (<a href="https://curio.ca/fr/video/grand-angle-dpj-le-placement-dun-enfant-26410/">https://curio.ca/fr/video/grand-angle-dpj-le-placement-dun-enfant-26410/</a>)</li> <li>-Accueil d'étudiants de l'Université de Concordia</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Publication d'un <a href="#">communiqué</a> sur le déploiement progressif de la Division des Accusations dans un Contexte Conjugal Et Sexuel (ACCES)</li> <li>-Participation au comité organisateur responsable de la planification du <a href="#">séjour des juges de la Cour suprême à l'automne 2022</a>, lors duquel des activités destinées au grand public sont au programme</li> <li>-Accueil d'étudiants de l'Université de Concordia</li> <li>-<a href="#">Renouvellement des ententes avec les universités du Québec et d'Ottawa</a></li> </ul>
Rendre accessibles, en ligne, davantage d'informations pour faciliter la préparation des dossiers par les justiciables et leur audience	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Élaboration en cours d'une section du site Internet de la Cour consacrée à de l'information juridique (par les membres du Comité consultatif sur les communications)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Promotion du <a href="#">Guide des petites créances</a> conçu par le Jeune Barreau de Montréal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Publication et mise à jour du <a href="#">Répertoire des initiatives en matière de petites créances</a></li> <li>-Soutien à la Fondation du Barreau pour l'élaboration d'un guide destiné aux parties en matière jeunesse</li> </ul>



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
	Souci de relayer plus régulièrement, via le <a href="#">compte Twitter</a> de la Cour notamment, les publications d'intérêt d'autres acteurs du système de justice (ex. : ministère de la Justice, Éducaloi, Centres de justice de proximité, Association du Barreau canadien)		
Développer un nouveau site Internet de la Cour du Québec, moderne et convivial pour les justiciables et la communauté juridique	-Travaux entrepris avec le ministère de la Justice pour revoir entièrement le nouveau site Internet	-Mise en ligne d'un <a href="#">site Internet</a> entièrement révisé	-Alimentation en continu du site Internet
Maintenir une participation soutenue (notamment) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la Table de concertation en matière de petites créances</li> <li>• au Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale</li> <li>• aux chantiers du projet de recherche ADAJ (Accès au Droit et à la Justice)</li> <li>• au Comité du Barreau du Québec sur la justice autochtone portant sur l'information juridique</li> </ul>	<p>-Une réunion de la Table de concertation en matière de petites créances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>*Mise à jour continue du <a href="#">répertoire des initiatives accessible sur le site de la Cour</a></li> <li>*Décision prise que la Table devienne un comité d'action, source de propositions de modifications législatives, procédurales et administratives concrètes en vue d'améliorer l'accès à la justice en matière de petites créances</li> </ul> <p>-Participation aux rencontres du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale et contribution, dans ce cadre, au projet de « guichet unique » d'information en cours d'élaboration par SOQUIJ et d'autres partenaires</p> <p>-Participation active aux chantiers du projet de recherche <a href="#">ADAJ</a> sur les thèmes suivants : autoreprésentation; justice et médias; attentes sociales et justice sans papier</p>		<p>Relance des travaux de la Table de concertation en matière de petites créances dont le mandat concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>*les outils pour favoriser l'assistance juridique, la médiation et la conciliation en matière de petites créances, de façon à contribuer au règlement des litiges sur ces créances</li> <li>*le traitement judiciaire plus efficace des dossiers de petites créances</li> <li>*la promotion de la pérennisation du service de médiation sur place offert dans différentes régions</li> </ul>



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
<b>COMPÉTENCES</b>			
<b>1- Cohérence de la structure des tribunaux</b>			
Affirmer la capacité de la Cour du Québec à assumer l'ensemble des compétences que lui confie le législateur		Expression des besoins de la Cour du Québec, considérant son indépendance judiciaire institutionnelle, afin de respecter les droits des justiciables, notamment sur le plan linguistique	<p>-Participation aux travaux de la Table Justice-Québec dans chacun des champs de compétence de la Cour du Québec</p> <p>-Analyse du rapport <a href="#">Rebâtir la confiance</a> et réflexion quant à la mise en œuvre des recommandations qui concernent la Cour du Québec, notamment par le <a href="#">déploiement progressif de la Division des Accusations dans un Contexte Conjugal Et Sexuel (ACCES)</a></p> <p>*<a href="#">Mémoire déposé à la Commission des institutions par la Cour du Québec et le Conseil de la magistrature</a></p> <p>-Partage de la vision de la Cour du Québec au regard du rapport <a href="#">Rebâtir la confiance</a> avec le ministère de la Justice et d'autres partenaires de la Cour</p>
Participer à la réflexion et aux travaux nécessaires pour harmoniser plus adéquatement et efficacement les services judiciaires, dans la perspective d'en faciliter l'accès pour les citoyens	Participation à des tables de concertation, comités de liaison et autres forums avec d'autres acteurs du système de justice	<p>-Participation à des tables de concertation, comités de liaison, forums ainsi qu'au Conseil des sections du Barreau du Québec</p> <p><a href="#">-Réorganisation des activités judiciaires à la Cour du Québec concernant la comparution des personnes détenues, particulièrement les fins de semaine et les jours fériés</a></p>	Participation au comité créé par le ministère de la Justice afin de trouver des solutions pour réduire les délais en matière de petites créances



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
Inclure à cette réflexion les responsabilités assumées par les juges municipaux (à titre exclusif et ceux qui siègent à la séance) et le rôle du juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales	Mise en place d'un groupe de travail présidé par la juge en chef adjointe responsable des cours municipales et un sous-ministre associé du ministère de la Justice	Dans le cadre des travaux du groupe de travail Québec-Cours municipales : mise en place d'un sous-comité sur l'harmonisation des services offerts (ex. : l'implantation des programmes de mesures de rechange général) et des moyens technologiques	-Organisation des services judiciaires dans les cours municipales qui assument une compétence en matière criminelle concernant les comparutions des personnes détenues  -Création d'un comité regroupant les représentants du Directeur des poursuites criminelles et pénales, des poursuivants municipaux, du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique, de la magistrature et des greffes  -Participation de la juge en chef de la Cour du Québec et de la juge en chef adjointe responsable des cours municipales aux travaux de réflexion en lien avec le projet de recherche de <a href="#">l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice</a> sur la justice de proximité
<b>2- Modernisation du droit criminel et pénal</b>			
Soutenir une réforme globale du droit criminel et proposer des pistes de solution pour en simplifier l'application, au bénéfice des citoyens	-Propositions de modifications législatives au <i>Code criminel</i> présentées aux autorités compétentes dans la foulée de l'arrêt <a href="#">Myers</a> rendu par la Cour suprême du Canada à propos des modalités relatives à l'examen périodique de la détention provisoire d'une personne  -Propositions de modifications législatives dans le cadre des travaux de la <a href="#">Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada</a>	-Mise en œuvre des modifications apportées au <i>Code criminel</i> par le <a href="#">chapitre 25 des Lois du Canada</a> ( <i>Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à certaines lois</i> )  -Proposition de modifications pour moderniser le <i>Code de procédure pénale</i>	-Mise en œuvre du système de comparution des personnes détenues la fin de semaine et les jours fériés  -Participation aux travaux du <a href="#">programme LEXIUS</a> pour l'implantation du dossier judiciaire numérique en matière criminelle et celle, graduelle, du dossier judiciaire numérique en matière pénale
<b>3- Procédure adaptée à la réalité des familles</b>			
Assumer le leadership du groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière de protection de la jeunesse. Son mandat consiste, notamment, à	-Compléter la formation du groupe de travail présidé par la juge en chef adjointe de la Chambre de la jeunesse et qui réunit :	-Réunions du groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière de protection de la jeunesse	-Réunions du groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière de protection de la jeunesse



**VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC**

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
<p>proposer des modifications législatives afin d'assurer un traitement plus efficace de la preuve pertinente au litige, tout en préservant le droit à une défense pleine et entière</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• deux directrices de la protection de la jeunesse (soit celles de Chaudière-Appalaches et de Laval)</li> <li>• deux avocats provenant des contentieux des CIUSSS de l'Estrie et de Lanaudière</li> <li>• des représentants du ministère de la Justice et du ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>• deux avocats de la Commission des services juridiques</li> <li>• des légistes du ministère de la Justice</li> <li>• une avocate de la pratique privée désignée par le Barreau du Québec</li> </ul> <p>Réunions tenues au cours de l'année</p>	<p>-Dépôt du rapport du groupe de travail incluant des recommandations de modifications législatives</p> <p>-Intégration de l'ensemble des recommandations formulées par le groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière de protection de la jeunesse aux travaux du comité permanent à propos de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> en vue d'éventuelles modifications législatives au bénéfice des justiciables</p>	<p>-Transmission des recommandations du groupe de travail au ministère de la Justice</p>
<p><b>4- Besoins particuliers des communautés autochtones</b></p>			
<p>Adopter des règles de pratique spécifiques afin que la Cour exerce sa compétence de manière adaptée aux besoins des communautés autochtones</p>		<p>-Reprise des travaux en vue d'adopter un règlement pour la cour itinérante</p> <p>-Travaux de l'ensemble des juges siégeant à la cour itinérante de la région Eeyou Istchee-Nunavik sur le fonctionnement et les pistes de solution partagés avec la direction de la Cour du Québec</p>	<p>-Analyse des observations et propositions reçues des juges siégeant à la cour itinérante de la région Eeyou Istchee-Nunavik</p> <p>-Participation au Forum sociojudiciaire autochtone du ministère de la Justice</p> <p>-Participation au Groupe de travail sur les dispositions de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> spécifiques aux enfants et familles des Premières Nations et des Inuits mis sur pied par le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Justice</p> <p>-Participation à la Table Justice au Nunavik du ministère de la Justice</p>



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
			<p>-Participation au Comité du barreau sur la justice au Nunavik</p> <p>-Comité de la Cour sur la protection de la jeunesse au Nunavik</p> <p>-Discussion pour élaborer un projet pilote pour permettre la tenue de CRA sur le territoire de la communauté de Kahnawake</p> <p>-Rencontre avec la Commission des services juridiques pour l'élaboration de mesures afin de permettre un meilleur accès des avocats aux cours itinérantes</p> <p>-Mise en place de journées dédiées, en Chambre criminelle et pénale, à la communauté algonquine de <i>Rapid Lake</i> au palais de justice de Maniwaki</p>
<b>QUALITÉ</b>			
<b>1- Organisation du travail</b>			
Poursuivre la réflexion pour assurer une meilleure organisation du travail des juges	Bilan de l'état des ressources et mandat confié à deux juges de répertorier les pratiques d'assignation des juges (notamment)	<p>-Démarches d'actualisation de l'organisation du travail des juges de façon à ce qu'elle reflète les exigences actuelles de la fonction de juge et son évolution au fil des ans</p> <p>-Mise en place d'un comité interne de réflexion sur la carrière du juge</p>	Consultations de l'ensemble des collègues quant aux orientations à retenir pour l'actualisation de l'organisation du travail des juges
Déterminer, documenter et exprimer les besoins de la Cour et de ses juges dans tous les aspects nécessaires à l'accomplissement de leur mission (par exemple : postes de juge, personnel de	Projet pilote lancé à la Chambre civile de Montréal dans la perspective de repenser l'organisation du travail de soutien auprès des juges	Poursuite des travaux relatifs au projet pilote lancé en 2019	



VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
soutien, salles d'audience, bureaux, sécurité, technologies, etc.)			
Contribuer aux chantiers du projet de modernisation et de transformation de la justice au Québec (dont LEXIUS)	Participation aux réunions du Comité des parties prenantes et contribution aux travaux des comités formés par le ministère de la Justice pour dresser la liste des besoins informatiques de la Cour	-Participation aux travaux des comités formés pour soutenir le ministère de la Justice dans la mise en place de plusieurs projets -Implantation des <a href="#">audiences et des conférences de règlement à l'amiable en mode semi-virtuel</a>  -Utilisation accrue de la signature électronique et du téléversement des jugements en mode numérique  -Collaboration à l'implantation du <a href="#">Greffé numérique de la Cour du Québec</a>	-Participation aux comités formés par le ministère de la Justice  -Collaboration aux travaux de création et d'implantation du dossier judiciaire numérique en matière pénale
<b>2- Perfectionnement des juges</b>			
Élargir l'offre de formation pour qu'elle reflète l'évolution constante de l'exercice de la fonction de juge et réponde ainsi aux besoins de la société	-Plus d'une vingtaine de séminaires tenus à l'intention des juges	-Au total, 24 séminaires tenus à l'intention des juges, dont 15 en mode virtuel compte tenu de la pandémie	
S'assurer de maintenir à jour les connaissances des juges quant aux réalités sociales et, plus particulièrement, celles propres aux communautés autochtones	-Formation de tous les juges sur la réalité autochtone dans le cadre du Colloque annuel de la magistrature  -Tenue de séminaires sur les réalités sociales et les droits fondamentaux dans le cadre du programme de perfectionnement régulier de la Cour		
Soutenir les juges dans la mise à jour de leurs connaissances par une communication plus efficace de l'information juridique	-Tenue de trois séminaires de formation sur la rédaction de jugement auxquels ont assisté plus de 75 juges  -Lancement d'une nouvelle plateforme (Bibliomagis) interne pour faciliter la recherche de documentation juridique par les juges	-Tenue de trois séminaires de formation sur la rédaction de jugement auxquels ont assisté plus de 70 juges  -Formule de nombreux séminaires révisée pour tenir compte du contexte pandémique (ex. : 15 formations du programme de	Mise à jour en continu de Bibliomagis  Toujours en raison du contexte pandémique :  -4 séminaires en présence physique des participants -13 séminaires en mode virtuel -30 conférences-midi (comprenant une présentation de la communauté LGBTQ2s+, le début d'une série

VISION TRIENNALE 2019-2020-2021 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2019	ACTION RÉALISÉE EN 2020	ACTION RÉALISÉE EN 2021
		perfectionnement des juges de la Cour du Québec offertes en mode virtuel) -Mise à jour en continu de Bibliomagis -Déploiement d'une nouvelle plateforme intranet moderne et conviviale, permettant un repérage plus efficace de la documentation utile aux juges	présentant les Premières Nations et Inuits; deux conférences portant sur les mythes et préjugés en matière de crimes de nature sexuelle et d'autres sur des sujets plus techniques tel <i>Ragfinder</i> )
	Alimentation continue de l'application interne MagisQuébec, incluant la publication de capsules informatives à l'intention des juges		

4 mars 2022